

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 30/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ÉTIENNE RECYCLAGE

« Beaulieu »
58290 Maux

Références : 250354
Code AIOT : 0005402532

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2025 dans l'établissement ÉTIENNE RECYCLAGE, implanté au lieu-dit « Beaulieu » - 58290 MAUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'est déroulée dans le cadre de l'opération "territoires propres" de la gendarmerie de la Nièvre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ÉTIENNE RECYCLAGE
- « Beaulieu » - 58290 MAUX
- Code AIOT : 0005402532
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une exploitation illégale d'un centre VHU (Véhicules Hors d'Usage).

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Sites et sols pollués
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------------|---|--|-----------------------|
| 1 | Situation administrative | Code de l'environnement du 03/06/2025, article R. 511-9 | Mesures conservatoires, Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, dépôt de dossier | 6 mois |
| 2 | Gestion des déchets | Code de l'environnement du 03/06/2025, article L. 541-2 | Mesures conservatoires, Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, dépôt de dossier | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation relève des rubriques 2712-1, 2718-1, 2711-1 et 2710-2a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sans disposer des autorisations et enregistrements administratifs requis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/06/2025, article R. 511-9 |
| Thème(s) : Situation administrative, Autorisation - Enregistrement |
| Prescription contrôlée : Rubrique n° 2712-1 : Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ² : Enregistrement Rubrique n° 2710-2a : Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Collecte de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m ³ : Enregistrement Rubrique n° 2711-1 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ : Enregistrement Rubrique n° 2718-1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, la quantité |

de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t [...] : Autorisation

Constats :

Au cours de la présente inspection, 2 zones d'entreposage de déchets sont constatées, distantes de 400 mètres :

- **sur la parcelle n° 882 section 0B, située sur la commune de Tamnay-en-Bazois** : des bennes remplies de déchets de particuliers pour un volume estimé supérieur à 300 m³ ;

- **sur les parcelles n°s 573 (456 m²), 546 (2 370 m²), 179 (5 200 m²), 178 (3 545 m²), soit un total de 11 571 m², de la section 0A situées sur la commune de Maux** : un monticule de véhicules identifiés comme hors d'usage, au sens des articles R. 543-153 et suivants du Code de l'environnement ainsi que divers déchets dont des déchets dangereux (amiante, DEEE, etc.).

Les véhicules sont majoritairement de type voitures particulières, mais la majorité des véhicules entreposés ne sont pas accessibles, ne serait-ce que visuellement, enfouis sous d'autres véhicules écrasés ou broyés. La hauteur de stockage est estimée à environ 5 m.

L'exploitant a indiqué récupérer ces véhicules auprès de particuliers et les stocker sur ce site par manque de place sur son site de Thoury (21). Il indique que son entreprise fait l'objet d'une liquidation judiciaire et que certains véhicules et objets seront saisis par les liquidateurs judiciaires.

Compte tenu de :

- la surface affectée au stockage et au démontage des VHU (supérieure à 100 m²), le site est soumis à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), au titre de la rubrique 2712-1 (enregistrement),
- l'activité manifeste de stockage de déchets dangereux en quantité supérieure à 1 tonne, le site est soumis à la réglementation relative ICPE, au titre de la rubrique 2718-1 (autorisation),
- l'activité manifeste de stockage de déchets d'équipement électriques et électroniques (DEEE) pour un volume supérieur à 1 000 m³, le site est soumis à la réglementation relative aux ICPE, au titre de la rubrique 2711-1 (enregistrement),
- l'activité manifeste de stockage de bennes contenant des déchets de particuliers pour un volume supérieur à 300 m³, le site est soumis à la réglementation relative aux ICPE, au titre de la rubrique 2710-2a (enregistrement).

Au cours de la présente inspection, l'exploitant nous a fait savoir que son entreprise était en liquidation judiciaire. Par courrier en date du 3 juillet 2025, le mandataire judiciaire, contacté *a posteriori*, a indiqué à l'inspection que la société ÉTIENNE GUILLAUME est en procédure de liquidation judiciaire par jugement du Tribunal de Commerce de Nevers en date du 10 mars 2025. Il indique également que par ordonnance en date du 2 juin 2025, a été ordonnée la vente aux enchères des actifs de la société et que « L'enlèvement des véhicules et stock de ferraille présents sur place ne pourra être envisagé qu'une fois la vente aux enchères intervenue ».

Ces véhicules et stock de ferraille étant des déchets tout comme les déchets de particuliers, les DEEE et les déchets dangereux présents sur site, l'inspection rappelle les obligations réglementaires de gestion des déchets dans le constat *infra*.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire évacuer l'ensemble des déchets, VHU, ferraille, bennes de déchets de

| |
|--|
| particuliers, et déchets dangereux vers des filières adaptées. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, dépôt de dossier |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 2 : Gestion des déchets

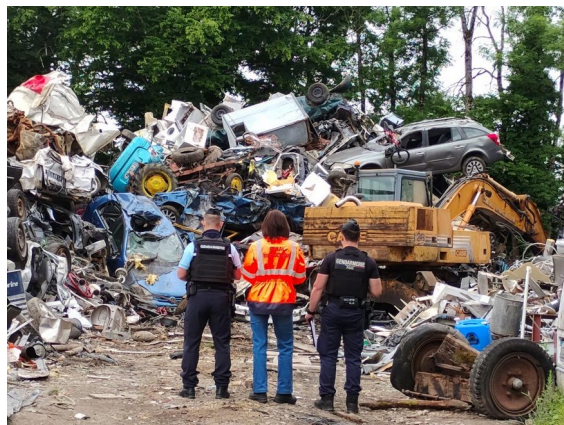
| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/06/2025, article L. 541-2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Déchets |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la provenance des déchets. Il indique cependant avoir édité et posséder les bons associés.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier de la provenance des déchets. Il devra également justifier de l'évacuation de ceux-ci dans des filières de traitements adaptées.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, dépôt de dossier |
| Proposition de délais : 6 mois |

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Situation administrative



img_20250603_100327507.jpg



img_20250603_104141388.jpg



img_20250603_104719262.jpg



img_20250603_110810718_hdr.jpg



img_20250603_104937876.jpg